

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

#### OBJET DU MARCHE PUBLIC :

**PRESTATIONS DE MEDECINE DE PREVENTION OU A DEFAUT DE MEDECINE DU TRAVAIL**

#### PROCEDURE ADAPTEE

#### POUVOIR ADJUDICATEUR :

**ARCOM**

**183, avenue de Daumesnil**

**75012 PARIS**

**Représentée par son Directeur général**

**SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER – PRESENTATION GENERALE DU MARCHE PUBLIC.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – OBLIGATION DES PARTIES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – CONDUITE DES PRESTATIONS – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – PENALITES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 – AVANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 – PAIEMENT – FACTURATION.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 – ASSURANCES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 – DISPOSITIF DE VIGILANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 – RESILIATION .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 14 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 17 – LITIGES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 18 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 19 – CLAUSE DE DIVERSITE.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>17</b>

## **ARTICLE PREMIER – PRESENTATION GENERALE DU MARCHE PUBLIC**

---

### **1.1 Objet du marché public**

Le présent marché a pour objet l'exercice d'une médecine de prévention pour prévenir "toute altération de la santé des agents du fait de leur travail" et s'adresse à l'ensemble des personnels de l'Arcom.

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières.

### **1.2 Décomposition**

#### ***1.2.1. Allotissement***

Le marché n'est pas alloti. En effet, celui-ci ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

#### ***1.2.2. Tranches***

Il n'est pas prévu de tranches.

#### ***1.2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles***

Les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

### **1.3 Procédure applicable**

Le présent marché est passé par la voie d'une procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1, R2123-1.3°, R2123-4, R2131-12 et R2131-13 du Code de la commande publique. En effet, les prestations objet du présent marché sont des services sociaux et autres services spécifiques listés dans l'avis du 31 mars 2019.

### **1.4 Forme du marché public**

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

### **1.5 Durée du marché public**

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de douze mois. Il est tacitement reconductible trois fois douze mois, sans que leur durée totale n'excède quarante-huit mois.

La reconduction du marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le marché à chaque reconduction et en informera le titulaire en respectant un préavis de deux mois avant son échéance annuelle.

### **1.6 Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

**1.7 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont indiqués dans le Cahier des clauses techniques particulières. Le titulaire du marché peut proposer des délais plus avantageux pour l'Arcom que ceux indiqués dans le CCTP. Si tel est le cas, les délais indiqués dans la proposition technique du titulaire prédomineront sur les délais indiqués dans le CCTP.

**ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES**

---

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

**2.1 Pièces particulières**

- L'**Acte d'engagement** et son annexe (Décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (C.C.A.P.) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (C.C.T.P.) ;
- Tous les éléments de l'**offre technique** du Titulaire ;

**2.2 Pièces générales**

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes et contraire aux clauses des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

**2.3 Disposition particulière**

En dérogation à l'article 4.2.1. du CCAG/FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée par l'Arcom au titulaire, de l'acte d'engagement. Les autres pièces contractuelles sont également transmises lors de la notification uniquement dans l'hypothèse où elles ont fait l'objet de modification entre la date limite de remise des offres et la signature du marché par le pouvoir adjudicateur.

**ARTICLE 3 – OBLIGATION DES PARTIES**

---

**3.1 Obligations du titulaire****3.1.1 Obligation de résultat et de conseil**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat (hormis sur l'aspect purement médical).

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil pour toutes questions portant sur les prestations.

**3.1.2 Obligation de confidentialité, discrétion**

L'article 5.1 du CCAG-FCS est pleinement applicable.

Le titulaire s'engage ainsi à ne diffuser aucune information sur le contenu des documents que l'Arcom lui remet. Il s'engage à ne pas reproduire, diffuser ou citer ces documents.

Le titulaire s'engage à faire respecter l'obligation de confidentialité par ses employés et préposés et tout intervenant pour son compte. De ce fait, les documents remis par l'Arcom aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être photocopiés ou diffusés.

### ***3.1.3 Obligations relatives au personnel d'intervention du titulaire***

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'Arcom un personnel qualifié. Seules les personnes dûment mandatées et habilitées par le titulaire sont autorisées à assurer les prestations objet du marché.

En sa qualité d'employeur, le titulaire rémunère, assure et forme sous sa propre et unique responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire assure en permanence, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés et choisit lui-même les collaborateurs qui doivent être dédiés à l'exécution des missions confiées.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En particulier, il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge. En cas de manquement grave, dûment constaté, des personnels du titulaire, l'Arcom pourra en demander le remplacement.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à assurer la sécurité des personnes.

## **3.2 Obligations de l'Arcom**

L'Arcom met à la disposition du titulaire les informations utiles à la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 4 – CONDUITE DES PRESTATIONS – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **4.1 Conduite des prestations**

#### ***4.1.1 Personnes responsables pour l'Arcom***

Le Département des ressources humaines (DRH) est responsable du suivi du marché.

La liste des personnes habilitées à assurer le suivi des marchés pour le département précité est communiquée au titulaire dès notification du marché.

#### ***4.1.2 Personnes responsables pour le titulaire***

Le titulaire s'engage à désigner dans son offre un interlocuteur privilégié chargé du suivi du marché et habilité à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché. Le personnel du titulaire devra posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Si les personnels ne possèdent pas les qualifications requises, l'Arcom pourra demander de plein droit leur remplacement immédiat par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire disposera d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande pour procéder au remplacement des personnels. En cas de non-respect du délai, le marché sera résilié de plein droit conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

**4.2 Constatation de l'exécution des prestations**

Le chapitre 5 du CCAG-FCS est applicable.

**ARTICLE 5 – PENALITES**

---

Les pénalités et réfections sont encourues en cas de mauvaise exécution des engagements pris en termes de délais ou de volume des prestations, sous réserve de cas de force majeure dûment justifiés par le titulaire et reconnus comme tels par l'Arcom. Elles seront applicables au titulaire sans mise en demeure préalable et retenues sur les sommes qui lui seront dues en règlement des prestations du présent marché.

**5.1 Pénalités de retard**

Toute difficulté concernant les délais d'exécution doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai mentionné au bon de commande. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, si les prestations n'étaient pas exécutées dans les délais contractuels (dans l'offre du titulaire ou dans les documents contractuels), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 400$$

Dans laquelle :

- P = Montant de la pénalité ;
- V = Valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;
- R = Nombre de jours de retard.

**5.2 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

**ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES**

---

**6.1 Répartition des paiements**

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants et cotraitants éventuels.

**6.2 Forme des prix**

Le marché est traité à prix forfaitaires (annexe à l'acte d'engagement).

**6.3 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de conditionnement et de transport jusqu'au lieu de la réalisation de la prestation, les frais de déplacement et de repas des intervenants du titulaire, les

frais afférents à l'assurance, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution de la prestation.

#### **6.4 Variation des prix**

Pour la première année, les prix sont fermes et définitifs. Ils sont ensuite révisables à la date anniversaire de la notification du marché public.

$$P = P_0 \times (0,20 + 0,80 (Y/Y_0))$$

Dans laquelle :

P : représente le prix révisé

P<sub>0</sub> : représente le prix initial

Y : représente le dernier indice connu à la date de la révision

y<sub>0</sub> : représente l'indice du mois de la date limite de remise des offres.

L'indice retenu est le suivant : ICHTrev-TS, correspondant aux salaires mensuels de base - Activités pour la santé humaine (NAF rév. 2, niveau A38 QA) - Base 100 au T2 2017 - Identifiant 010562681, publié dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562681>

Le titulaire du marché public s'engage, à notifier à l'administration contractante par tous moyens permettant de déterminer la date avec précision (accusé de réception postal ou électronique), son bordereau de prix révisé et son tarif avec un préavis de 15 jours minimum avant la date prévue pour la révision.

A défaut de transmission, le marché public s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

#### **Clause butoir et de sauvegarde :**

En cas de hausse excédant de plus de 5% les conditions précédentes, l'Arcom se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 5% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 38 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

#### **6.5 Application de la Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)**

Il est fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

### **ARTICLE 7 – AVANCE**

---

Une avance peut être versée au titulaire, si celui-ci en a fait la demande dans l'acte d'engagement et ce, sans condition de montant ou de durée d'exécution des prestations.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant du marché.

### **ARTICLE 8 – PAIEMENT – FACTURATION**

---

#### **8.1 Modalités de règlement**

Les factures seront émises trimestriellement à terme échu.

Le mandatement de chaque facture interviendra après réception et vérification du service fait. La facture est établie en euros et en un original.

Chaque facture porte **impérativement**, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du marché ;
- Numéro du bon de commande ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire ;
- Détail des prestations exécutées ;
- Taux de TVA ;
- Montant HT et TTC de la facture.

Le titulaire devra déposer ses factures sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>

Pour la plateforme Chorus portail Pro de l'Arcom, seules les rubriques suivantes sont à renseigner obligatoirement (les autres sont non bloquantes) :

- Le n° de SIRET : 110 000 296 00274;
- Le n° d'engagement juridique (EJ) : vous devez contacter au préalable le pôle commande publique à l'adresse générique suivante [marchepublic@arcom.fr](mailto:marchepublic@arcom.fr)

## **8.2 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Arcom dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

### **Intérêts moratoires :**

Lorsqu'il est imputable à l'Arcom le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE**

---

### **9.1 Sous-traitance**

Conformément aux dispositions fixées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations du marché à condition d'avoir obtenu de l'Arcom l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de ses/leurs conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté, le cas échéant, le titulaire transmet à l'Arcom une déclaration de sous-traitance (DC4) ainsi qu'un document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant concerné, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et le devis du sous-traitant.



Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les termes de l'article 13 du présent CCAP

## **9.2 Cotraitance**

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement par dérogation à l'article 12.2 du CCAG-FCS. Ce mandataire est le seul habilité à présenter à l'Arcom les demandes de paiement, à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

## **ARTICLE 10 – ASSURANCES**

---

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'oblige à avoir une police d'assurances aux fins de couvrir tous dommages corporels, matériels ou immatériels engageant sa responsabilité civile, celle de ses préposés, les tiers, les victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations. À tout moment, durant l'exécution des obligations, l'Arcom peut demander au titulaire de lui produire les attestations d'assurances précitées.

## **ARTICLE 11 – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail (attestation de fourniture de déclarations sociales, attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, extrait Kbis, liste des salariés étrangers etc.).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'Arcom, à l'adresse suivante :

**<https://www.e-attestations.com>**

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 13 ci-après.

## **ARTICLE 12 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

---

### **12.1 Accès aux locaux**

Le titulaire et ses préposés auront accès aux locaux de l'Arcom, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de l'établissement. Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du titulaire.

### **12.2 Mesures d'ordre social**

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L. 5212-1 à 4 du code du travail relatives aux

travailleurs handicapés.

### **12.3 Personnel d'intervention du titulaire**

Seules les personnes dûment mandatées et habilitées par le titulaire sont autorisées à assurer les prestations objet du marché.

Aucune personne intervenant dans l'exécution d'une prestation demandée au titulaire ne pourra recevoir quelque directive que ce soit de la part de l'Arcom. Ces personnes, en toute circonstance, restent sous l'autorité, la direction, la surveillance et la responsabilité entière et exclusive du titulaire.

En sa qualité d'employeur, le titulaire rémunère, assure et forme sous sa propre et unique responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire assure en permanence la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés et choisit lui-même les collaborateurs qui doivent être dédiés à l'exécution des missions confiées.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En particulier, il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge et est tenu d'assurer la sécurité des personnes.

En cas de manquement grave, dûment constaté, des personnels du titulaire, l'Arcom pourra en demander le remplacement.

### **12.4 Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Le titulaire déclare que la prestation objet du marché sera réalisée avec des salariés et/ou préposés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 et R. 3243-1 du code du travail.

Conformément à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. En outre, il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 13 – RESILIATION**

---

Conformément aux articles L2141-12 et L2195-4 du Code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque ce dernier est placé en cours d'exécution du marché, dans l'une des interdictions de soumissionner situations décrites aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnités.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations du chapitre 7 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire du marché ne pourra prétendre à indemnité.

Outre les cas prévus à l'article 40 du CCAG/FCS, le marché peut être résilié après accord entre les parties. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Outre les cas prévus par les articles 38 à 42 du CCAG/FCS, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- en cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché,
- en cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil,
- en cas de fautes répétées,
- si le montant des pénalités atteint vingt pour cent du montant total du marché

Dans ce cas, un préavis d'au moins un mois peut être imposé au titulaire.

---

## **ARTICLE 14 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

---

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8, R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

---

## **ARTICLE 15 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

---

Toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise (telles que le redressement, la liquidation, la fusion, l'absorption...) doivent être signalées à l'Arcom. Le titulaire adresse à l'Arcom tout document justifiant les changements intervenus dans l'entreprise.

---

## **ARTICLE 16 – LITIGES**

---

Le présent contrat est régi par le droit français. Tout litige éventuel issu de l'application du présent contrat est soumis au Tribunal administratif de Paris.

---

## **ARTICLE 17 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978, modifiée notamment par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et ses décrets d'application.

Pour l'application du présent article, l'acheteur est le responsable de traitement et le titulaire du marché est le sous-traitant des données personnelles au sens de l'article 28 du RGPD. Le terme de sous-traitant en droit des données personnelles est à ne pas confondre avec le terme de sous-

traitant au sens de la réglementation de la commande publique. Dès lors, cet accord définit les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Cet article encadre ainsi l'objet et la durée du traitement de données à caractère personnel mis en œuvre, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement et du sous-traitant.

#### I. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations du présent marché, pour lesquels la consultation et le suivi médical dans le cadre de la médecine de prévention. Pour ces opérations, les données à caractère personnel traitées sont :

- Etat civil
- Poste et fonctions exercées
- La fiche d'aptitude délivrée par la médecine du travail

La finalité de ce traitement est le suivi médical dans le cadre d'une médecine de prévention s'adressant à l'ensemble des agents de l'Arcom.

Elles concernent l'ensemble des agents de l'Arcom.

#### II. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du titulaire

Le responsable de traitement s'engage à fournir au titulaire les données visées au point précédent, documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire, veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, c'est-à-dire 80 ans à compter de la date de naissance de l'agent.

Il doit être noté que la durée du présent contrat est de 12 mois reconductible trois fois dans la limite de 48 mois.

#### III. Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement.

Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du contrat conformément aux instructions documentées du responsable de traitement.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire s'engage par ailleurs à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité (ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité) et

qu'elles reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### IV. Sous-traitance

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ») pour mener des activités de traitements spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Lorsque le titulaire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au titulaire en vertu du présent article. Le titulaire veille à ce que le sous-traitant respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu du présent article et du règlement (UE) 2016/679.

À la demande du responsable du traitement, le titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant. Le titulaire informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

#### V. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### VI. Transmission des dossiers médicaux existants

Conformément aux articles L 4624-8 et R 4624-45-7 du code du travail, la transmission des dossiers médicaux ne pourra se faire que de médecin à médecin, après l'information de chaque collaborateur de la possibilité de s'opposer à cette transmission. La gestion de cette autorisation sera assurée par le titulaire en collaboration avec l'Arcom qui transmettra les mails professionnels de ses agents. La transmission des dossiers médicaux devra idéalement se faire entre la notification du marché au titulaire et la date d'effet du marché.

## VII. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au délégué à la protection des données du responsable de traitement : dpo@arcom.fr.

## VIII. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au Délégué à la protection des données du responsable de traitement et être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif de données à caractère personnel concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

## IX. Aide du titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données. Le titulaire aide par ailleurs le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## X. Mesures de sécurité

Le titulaire garantit au responsable de traitement qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée de l'exécution du marché public, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite. A cette fin, le titulaire met notamment en place :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une politique de sécurité interne visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Un outil garantissant la confidentialité de la transmission des documents sensibles ;

- Une politique d'habilitations individuelles et de sécurité appropriées pour restreindre l'accès aux données personnelles aux seules personnes qui ont à en connaître ;
- Des engagements de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité étant entendu que cette obligation peut être prise par le biais du contrat de travail de la personne concernée.

Le cas échéant, à la demande du responsable de traitement, le titulaire, met en place la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel traitées.

Le titulaire identifiera et communiquera au responsable de traitement, pendant toute la durée de l'exécution du marché public, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation. Le responsable de traitement pourra également identifier les mises à jour et modifications nécessaires et les communiquer au titulaire.

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires (par exemple : la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès -y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée-, la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires).

## XI. Transferts internationaux

Dans le cadre du traitement des données pour le compte du responsable de traitement, le titulaire du marché s'engage à ne réaliser aucun transfert desdites données hors de l'Espace Economique Européen, au sens de la réglementation applicable, sauf à recueillir le consentement préalable exprès du responsable de traitement.

Dans ce cas, tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le titulaire est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.

Le responsable du traitement convient que lorsque le titulaire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, il doit en informer préalablement le responsable de traitement afin de recueillir son accord préalable. Dans cette hypothèse, le titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement (UE) 2016/679 en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

## XII. Sort des données

Au terme de l'exécution du marché public relative au traitement de ces données, le titulaire s'engage, sauf instruction contraire du responsable de traitement et sauf exigences légales contraires, à détruire toutes les données à caractère personnel ou à renvoyer les données à

caractère personnel au titulaire désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

### XIII. Conservation et traitement des dossiers médicaux

Conformément au décret n° 2022-1434 du 15 novembre 2022 relatif au dossier médical en santé au travail et notamment ses articles 1 et 5, le dossier médical en santé au travail prévu à l'article L. 4624-8 du Code du travail est constitué sous format numérique sécurisé, pour chaque travailleur bénéficiant d'un suivi individuel de son état de santé dans un service de prévention et de santé au travail, par les professionnels de santé au travail mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4624-1.

Le traitement de données ainsi mis en œuvre est placé sous la responsabilité du service de prévention et de santé au travail pour le respect des obligations légales auxquelles il est soumis, conformément au c du 1 de l'article 6 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD). Le titulaire, seul responsable du traitement de données supportant les prestations objet du présent marché, inscrit ce traitement dans son registre des traitements, conformément aux dispositions de l'article 30 du RGPD.

### XIV. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du RGPD.

### XV. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant toutes les indications prévues par l'article 30 du RGPD.

### XVI. Documentation et conformité

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire doit pouvoir démontrer la conformité avec le présent article.

Le titulaire traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable de traitement concernant le traitement des données conformément au présent article.

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations énoncées dans le présent contrat et découlant directement du RGPD. A la demande du responsable de traitement, le titulaire permet la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire et le responsable de traitement mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente, dès que celle-ci en fait la demande, les informations énoncées au présent article, y compris les résultats de tout audit.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.



Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant toutes les indications prévues par le RGPD.

#### XV. Non-respect de l'article et résiliation

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du titulaire aux obligations qui lui incombent en vertu du présent article, le responsable du traitement peut donner instruction au titulaire de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé au présent article ou jusqu'au terme du marché. Le titulaire informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer au présent article, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément au présent article si :

- 1) le traitement de données à caractère personnel par le titulaire a été suspendu par le responsable du traitement conformément au premier alinéa de l'article XV du présent article et le respect du présent article n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- 2) le titulaire est en violation grave ou persistante du présent article ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 ;
- 3) le titulaire ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente concernant les obligations qui lui incombent en vertu du présent article .

Le titulaire est en droit de résilier le marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu du présent article lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, le titulaire supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes. Le titulaire continue de veiller à la conformité au présent article jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

---

## **ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

---

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-FCS :

<b>Clauses du C.C.A.P</b>	<b>Articles du C.C.A.P. concernés</b>	<b>Articles du CCAG-FCS concernés</b>
Notification	2.3	4.2.1
Pénalités	5.1	14
Variation des prix	6.4	38
Sous-traitance - Cotraitance	9.2	12.2
Résiliation	13	42